

examen sur la pensée sociale de l'Église catholique

marche à suivre :

mettre en rapport les déclarations ou situations ci-après avec les grands principes de la pensée sociale de l'Église, en

- décrivant comment un ou plusieurs de ces principes sont promus
- relevant les principes qui sont contredits ou écartés, et à quoi on le voit
- imaginant les actions que la pensée sociale de l'Église susciterait dans ce contexte

Ne prendre que 3 articles sur les 4 ci-après :

1. La situation dans la bande de Gaza (Palestine)
2. Les évêques africains face aux projets familiaux de l'ONU
3. La problématique de l'agrobusiness en Afrique de l'Ouest
4. Éducation sexuelle à l'école en Belgique (Ervras)

abbé Christophe Cossement, janvier 2026

Pourquoi la flamme de l'espoir doit être maintenue en palestine?

27 septembre 2018, The Tablet

»Quand les gens perdent espoir, cela détruit leur dignité humaine»

Récemment, à Gaza, j'ai demandé à plusieurs mères palestiniennes ce qui les inquiétait le plus. Ils ont tous répondu que leur principale préoccupation était pour leurs fils plus que pour leurs filles. Pourquoi? Parce que, jeunes hommes, ils sentirait qu'ils devaient défier le blocus israélien sur le territoire. «Ils seraient impliqués dans des affrontements et seraient tués», m'ont dit les mères.

En tant qu'étudiant 18 il y a quelques années, j'ai passé un mois dans un petit village de Cisjordanie appelé Taybeh. À cette époque, il y avait intégration. Les jeunes Israéliens et Palestiniens se mêlent — nous l'avons vu à l'Université de Ramallah. Ils croyaient en un avenir commun, qu'une solution était possible. L'atmosphère était tellement différente à cette époque. Les Palestiniens avaient des espoirs et des rêves. Et des années plus tard, cette croyance, cet espoir se sont ratatinés des deux côtés.

Je me suis rendu à Gaza avec CIDSE, l'alliance internationale d'agences de développement catholiques, et ai passé une heure avec six écolières de 11 ans. Elles nous ont parlé de la gestion du parlement étudiant dans leur école, qui était gérée par l'UNRWA (Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés palestiniens). Les filles m'ont dit comment elles s'organisaient pour aider les enfants ayant des problèmes, par exemple à aller à l'école sans avoir les moyens de s'offrir un repas. Ils essayaient déjà de trouver des moyens d'améliorer un peu la vie des gens.

Quand j'ai demandé aux filles ce qu'elles voulaient faire en grandissant, elles ont répondu : « Je veux être médecin », « Je veux être enseignante », « Je veux être ingénieur », « Je veux être quelqu'un qui aide les gens. Mais ils savaient que leurs droits n'étaient pas respectés. Ce qui a fait couler mon cœur, c'est quand l'une des filles a demandé : « Vos enfants ont-ils des droits ? » — pas une question qui se poserait jamais à mes enfants.

J'ai rencontré une organisation partenaire travaillant avec les enfants par le biais du théâtre. Leur objectif principal était de donner de l'espoir à une communauté brisée et désespérée. Quand les gens perdent espoir, cela détruit leur dignité humaine. À leur jeune âge, on pouvait voir sur les visages des filles qu'elles sentaient leur dignité détruite.

Le curé de Gaza nous a dit : « Les gens sont désespérés, 50% de la population sans emploi, les fonctionnaires ne sont pas payés, pas d'électricité, pas d'eau, pas de collecte des déchets, peur croissante des groupes terroristes islamiques... Personne ne peut changer cette situation, mais Dieu. Il y a quinze ans, il y avait 4000 chrétiens sur le territoire, maintenant il n'y en a plus que 900, dont 150 seulement sont catholiques. Mais parfois, les gens viennent juste à la messe pour ressentir la présence de Dieu, que quelqu'un prend soin d'eux. »

Certains iront à la messe deux ou trois fois par jour, parce que cela les réconforte. Elle les rapproche non seulement de Dieu, mais aussi d'autres catholiques et d'autres personnes en général. Ils ont besoin de se sentir unis, lorsque le mur entre Israël et le territoire palestinien cherche à créer la division. La présence et l'engagement de l'Église dans le travail social au sein des communautés contribuent à maintenir vivante la flamme de l'espérance dans la vie des gens.

Tous les membres de la CIDSE travaillent pour défendre les droits de l'homme et promouvoir la justice, la paix et la réconciliation entre les communautés et travaillent aux côtés d'organisations palestiniennes et israéliennes. Nous avons parlé non seulement aux communautés palestiniennes, mais aussi aux étudiants juifs de l'Université hébraïque, de leurs espoirs pour l'avenir. CAFOD et ses partenaires locaux continuent de travailler avec les jeunes des deux côtés pour renforcer leur confiance en tant que leaders dans leurs communautés respectives et pour explorer leurs rêves et leurs idées pour l'avenir. Il est important de garder cette flamme vivante.

Appel des évêques d'Afrique et de Madagascar, aux dirigeants politiques et responsables d'organismes internationaux

juin 2015, au sujet du chantage « néocolonialiste » de l'ONU.

« Nous vous implorons de mettre fin aux campagnes immondes de promotion de la civilisation mondiale de la mort sur notre continent. Il s'agit d'une résurgence terrifiante de l'esprit colonialiste se déguisant sous les noms alléchants de liberté, égalité, droits, autonomie, démocratisation et développement. Préservatifs, contraceptifs, programmes d'éducation sexuelle fabriqués ailleurs, purement techniques, sans références morales, avortement prétendument "sans risques", sont devenus des denrées plus accessibles aux Africains que le mode d'emploi du développement intégral dont nous avons un besoin vital. »

« Nul n'ignore désormais que sous l'euphémisme de "santé et droits sexuels et reproductifs", ces programmes sont purement et simplement imposés comme condition d'aide au développement. Il en est de même de la "perspective du genre", selon laquelle la maternité, l'identité filiale et nuptiale de l'être humain et la famille basée sur le mariage entre un homme et une femme seraient des "stéréotypes discriminatoires". »

« Nous sommes unanimement blessés, au plus intime de notre cœur de pasteurs, par les attaques contre la vie, la famille, ce qui est moral et sacré, le sain développement humain de nos jeunes, avenir de l'Afrique, le plein épanouissement des femmes, le respect des personnes âgées, dont nos cultures africaines ont un sens si aigu. »

« Chaque Africain devient conscient de la manipulation en cours. L’Afrique ne se développe pas en harmonie avec son âme. Les agents de la civilisation de la mort, puissamment financés¹, utilisent un langage ambiguë, séduisant décideurs et populations pour en faire des partenaires d’objectifs idéologiques. Ils engagent le plus grand nombre dans des “partenariats” dont ils sont en réalité les maîtres. Ils profitent de la pauvreté, de la faiblesse et de l’ignorance pour soumettre peuples et gouvernements à leur chantage.

« L’heure est venue de démythifier ce que le langage de la gouvernance mondiale appelle “appropriation nationale” et initiatives “impulsées par les pays”. Non, ces programmes n’ont rien d’africain ! Ils sont, de A jusqu’à Z, pilotés par des agents externes à l’Afrique : de l’introduction de concepts normatifs du “développement”, tels que le “genre” ou la “santé reproductive”, à la rédaction des documents politiques ou juridiques, à leur adoption, puis à leur mise en œuvre et enfin à la surveillance de leur mise en œuvre.

« L’État, les organisations internationales, sont tenus de respecter ce que tous les hommes et les femmes peuvent reconnaître comme réel, vrai et bon dans leur conscience et dans leur cœur. Ils sont tenus d’honorer la transcendance, la centralité et la supériorité en valeur de la famille fondée sur le mariage entre un homme et une femme, de la maternité et de la vie, de la religion. Ils sont tenus de servir les peuples, tels qu’ils sont et veulent être, enracinés dans une riche diversité de cultures.»

lutter contre l’expropriation des terres en Afrique de l’Ouest

<https://www.cidse.org/fr/2022/09/22/community-land-rights-violations-in-west-africa-from-a-womens-perspective/>

En juin dernier, cinq représentantes communautaires du Ghana, du Nigéria et de la Côte d’Ivoire sont venues à Bruxelles pour dénoncer l’appropriation de leurs terres par la SIAT (Société d’investissement pour l’agriculture tropicale), une société belge spécialisée dans la production de caoutchouc et d’huile de palme.

Rita travaille avec Environmental Rights Action/Friends of the Earth, Nigeria et coordonne le programme Forêt & Biodiversité chez Friends of the Earth Africa, tandis que Gladys est agricultrice, leader communautaire et secrétaire d’un groupe de femmes de la communauté Obaretin au Nigéria. Tous deux sont venus à Bruxelles pour demander réparation et justice pour les dommages à l’environnement et violations des droits de l’homme causées par les activités de la SIAT et d’appeler à l’adoption de règles contraignantes fortes pour les entreprises multinationales. Ils ont partagé comment ces entreprises ont été impliquées dans de nombreux problèmes de droits fonciers, de violation des droits des travailleurs et de toutes les formes d’abus sociaux, environnementaux et de genre. Rita estime que les institutions européennes doivent reconnaître les violations commises par les pays européens en Afrique et qu’elles doivent écouter les voix des communautés affectées dont les droits ont été violés en raison des activités des entreprises agro-industrielles, telles que SIAT et sa filiale Presco Plc.

L’expropriation des terres cause de graves dommages, en particulier pour les femmes, qui ont du mal à assurer la survie de leurs enfants :

« Nous, les femmes, nous souffrons. Quand les enfants ont faim, ils ne vont pas chez papa, ils vont d’abord chez maman. Nous ne sommes pas en mesure de nous occuper d’eux. Après avoir accaparé la terre, nous ne savions plus où cultiver, nous ne savions pas où trouver la nourriture. La souffrance est venue. Ils ont creusé une tranchée autour de la communauté. Donc, il n’y a aucun moyen d’aller sur les terres agricoles. Cela a un impact qui touche la communauté, surtout les femmes. Nous avons besoin d’aide. C’est pourquoi je suis ici », a déclaré Gladys.

L’UE a la responsabilité de tenir des entreprises comme SIAT et ses filiales responsables de leurs violations des droits de l’homme et de l’environnement.

« Si vous continuez à investir dans ces entreprises, c’est comme si vous retiriez les droits des communautés et que vous continuiez à détruire notre forêt, nos plans d’eau, car ces entreprises dépendent des agrotoxines pour pouvoir obtenir un bon rendement. Cela entraîne de nombreux dangers pour les communautés qui

¹ On peut penser, note personnelle, à la fondation Bill Gates et d’autres organismes.

dépendent de ces ressources, en particulier les femmes, et celles dont elles ont la charge. L'UE devrait veiller à ce que les droits des communautés affectées soient respectés et non violés», a déclaré Rita.

À propos de l'UE et de la législation à venir

En octobre 2020, le Parlement européen a demandé à la Commission de présenter une législation pour mettre fin à la déforestation mondiale dont l'UE est également coresponsable. La directive européenne, présentée par la Commission, obligeraient les entreprises à vérifier la durabilité et la responsabilité (due diligence). En février dernier, la Commission européenne a publié sa proposition de nouvelles règles sur la responsabilité des entreprises. La nouvelle proposition de directive (la Directive sur la diligence raisonnable en matière de durabilité des entreprises – CSDDD), vise à tenir les entreprises responsables des violations des droits de l'homme et des atteintes à l'environnement tout au long de leurs chaînes de valeur. L'annonce a été une étape importante vers des mesures contraignantes pour les entreprises et a un énorme potentiel. Cependant, il doit être amélioré parce qu'il ne va pas assez loin et qu'il est inadéquat dans sa forme actuelle, avec beaucoup de lacunes et plusieurs limites.

À propos de SIAT & Presco Plc

SIAT est l'une des cinq principales sociétés qui contrôlent 75% des plantations de palmiers à huile en Afrique. Elle vend ses produits à base d'huile de palme à de grandes multinationales, comme Unilever et Nestlé, et ses produits en caoutchouc alimentent les chaînes d'approvisionnement des géants internationaux de l'industrie du pneumatique, comme Michelin et Goodyear. Presco Plc, qui est une filiale de SIAT Belgium, est détenue à 60 % par SIAT et à 40 % par des investisseurs privés et des parties prenantes. SIAT a commencé à opérer au Nigéria en 2012. SIAT et ses filiales procèdent à la déforestation et à l'appropriation de terres et de plantations pour étendre leurs installations, violant les droits des communautés locales et détruisant l'écosystème pour exploiter la terre pour leurs activités et l'exploitation des plantations pour produire de l'huile de palme.

une action en justice contre les dérives de l'EVRAS

Cathobel.be, le 25 novembre 2025, Vincent Delcorps

Sujet sensible que celui de la sexualité à l'école. Pour bien des raisons, il est important d'en parler. Mais de quelle façon? Et à quels moments? Verlaine Urbain, coordinateur de l'asbl Droits de l'Enfance, estime que les dérapages ne sont pas rares. Il vient d'ailleurs de lancer une action en justice.

«A un moment, il m'a serrée, il m'a embrassée, il a commencé à me caresser partout et il a... mis sa main dans ma culotte. J'étais paralysée, je ne pouvais plus bouger... Je me suis laissé faire. La deuxième fois, c'était dans sa voiture. Il a sorti son sexe, il a pris ma tête et m'a forcée...»

Cru? Violent? Lorsque des parents découvrent que leur enfant de 14 ans doit lire ce passage d'un livre dans le cadre scolaire, ils n'apprécient en tout cas pas. Et contactent l'association Droits de l'Enfance (ex-Innocence en danger).

Son responsable, Verlaine Urbain, n'est pas très surpris. Car des signalements de ce type, il en reçoit beaucoup — en moyenne une par semaine. Les situations incriminées peuvent relever d'une animation EVRAS (Education à la vie relationnelle, affective et sexuelle) aussi bien que d'une activité culturelle ou d'un cours de biologie. Il y a peu, il a été en contact avec les parents d'un jeune enfant, revenu sans voix de l'école. Inscrit en cinquième primaire, on lui avait fait lire, en classe, que pour avoir des enfants, « *le pénis de l'homme doit pénétrer dans le vagin de la femme* ».

Il y eut aussi ces autres cas, plus graves. En 2023, un opérateur assure une animation EVRAS dans une école de la province de Namur. Sex-toy à l'appui, on y présente à des élèves de première secondaire les usages du préservatif et l'emploi du corps pour jouir, mais aussi la variété de goûts — utiles « pour sucer ».

Des parents alertent. La responsabilité de l'animatrice EVRAS semble clairement engagée — elle finira par démissionner de ses fonctions.

L'année suivante, dans la même école, un autre opérateur EVRAS est à la manœuvre d'une large distribution de préservatifs et de lubrifiants durant les temps de récréation. Tous les enfants de cette école secondaire peuvent en recevoir. Est-ce par esprit de provocation qu'à un moment, la distribution se tient dans la... chapelle de l'école? Une chose est sûre : l'initiative dérape. Et, tandis que des déchets de préservatifs se retrouvent dispersés dans la cour, plusieurs enfants ressentent un vif malaise. Des parents montent au créneau. L'école recadre. De nouvelles modalités de distribution, plus discrètes, seront finalement mises en place.

Dans ces deux cas, le dialogue avec l'école ne s'est pas trop mal passé...

Verlaine Urbain : En effet. Je n'en veux pas à l'école, avec laquelle il y a eu un dialogue ouvert. Nous n'allons d'ailleurs pas lui demander de dommages et intérêts.

Mais vous allez tout de même en justice...

Notre plainte, portée par des parents et notre association, concerne l'affaire de 2023 et elle est dirigée contre un opérateur EVRAS. Notre demande est la suivante : nous voulons que les parents puissent être informés, en amont, de la tenue d'animations EVRAS dans les écoles. Et que les enfants puissent en être dispensés sans que cela rentre dans le cadre des absences non justifiées. Cela nous semble logique puisque les écoles ne sont pas en capacité de garantir que les animations EVRAS qui se déroulent en leur sein se passent correctement et sans idéologie.

Au-delà de ce cas, vous êtes l'observateur privilégié de dérapages nombreux...

Alors que notre association n'est pas très connue, je reçois chaque semaine le message de parents qui me parlent de dérives. Je n'ai malheureusement pas les moyens d'approfondir chaque situation, ni de multiplier les procédures en justice. Mais je vois bien que les parents ne fabulent pas. Il m'arrive aussi d'avoir des preuves. Je peux recevoir copie d'un cours, par exemple. Il peut aussi arriver qu'un élève filme une partie de l'animation...

Tous les enfants ne vivent pas ces expériences de la même façon...

C'est vrai. En lisant une scène de sexe dans un livre, certains enfants pourraient trouver cela suggestif, tandis que d'autres pourraient être traumatisés. En tous les cas, au fil de mes recherches, grâce à mes contacts avec des pédopsychiatres, je me rends compte toujours davantage de certains dégâts. Un enfant n'est pas en capacité d'élaborer psychiquement ce qui est relatif à la sexualité avec recul. En étant par exemple confronté à des images de pénis d'adulte, une jeune enfant peut vivre un ressenti intrusif, comme si elle était elle-même pénétrée. Une telle exposition constitue une véritable effraction psychique.

Au-delà, êtes-vous tout de même favorable à une EVRAS dans les écoles?

Oui! Nous travaillons pour la protection des enfants contre les violences sexuelles. Donc, que des animations soient dispensées dans les écoles pour prévenir ces violences, c'est évidemment une mission que nous soutenons! En même temps, lorsqu'on regarde le Guide pour l'EVRAS, on s'aperçoit que plusieurs éléments ne sont pas adaptés au développement de l'enfant. Ce sont ces dérives que nous dénonçons.